

# Tribune libre

## LA CGT OU L'IDENTITÉ DÉVOYÉE

(Union des révolutionnaires communistes de France (URCF) - ic92 mai-juin 2009)

«*Ce qui manque le plus au travailleur, c'est la science de son malheur*», écrivait PELLOUTIER dans les années 1900. Il ne croyait pas si bien dire, car l'histoire centenaire du doyen des syndicats français n'a pas été un long fleuve tranquille. En effet, depuis sa fondation en septembre 1895 à Limoges jusqu'à nos jours, la CGT a toujours été traversée par des luttes reflétant la lutte permanente entre réformisme et révolution.

De tout temps, ses militants révolutionnaires ont intégré le fait que la revendication quotidienne n'est qu'un aspect de l'action syndicale. Le syndicalisme contribuera, avec le parti communiste, à l'émancipation des travailleurs par l'expropriation du Capital. La grève générale reste le moyen d'action le plus approprié et au final le plus efficace, sans oublier la grève générale politique de masse. Les syndicalistes de collaboration de classe s'investissent dans l'union sacrée avec le Capital et son État. Aussi, malgré l'ampleur des grandes luttes sociales qui ont jalonné l'histoire du mouvement ouvrier, la bureaucratie réformiste a toujours agi pour dévoyer les luttes et les actions. En parfaits aristocrates ouvriers, ils excellent dans la pratique de la «politique de présence» dans les organismes officiels et de contacts permanents avec les pouvoirs publics. En France, la cogestion existe dans les faits.

La direction confédérale CGT en soutien aux réformes du gouvernement

En effet, dans le contexte délétère de la grave crise du capitalisme pourrissant, loin de combattre ce système social basé sur l'exploitation du travail des hommes et des femmes, loin de s'opposer de façon radicale aux contre-réformes gouvernementales (retraites, sécurité sociale, pouvoir d'achat, Code du travail, formation, libertés, droit de grève, etc.) aujourd'hui, les dirigeants de la CGT ont opté pour l'accompagnement de ces réformes par le biais d'un syndicalisme de «*négociation*» si cher au MEDEF et à ses soutiens politiques, de droite comme de gauche.

Cette orientation a été validée par le 45ème Congrès confédéral et confirmée par les Congrès suivants. La suppression, en 1995, de l'article 1 des statuts qui stipule que «la CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange», a liquidé l'identité anti-capitaliste de l'organisation. Cette orientation tourne le dos au syndicalisme de lutte de classes qui a façonné l'histoire glorieuse de la CGT et a permis toutes les grandes conquêtes de l'après-guerre.

Depuis, plutôt rassuré par la direction mutante de la CGT, aujourd'hui, le patronat profite de la crise du capitalisme pour exercer une pression sans précédent sur les travailleurs pour détruire tous les acquis de l'après-guerre. De plus, la Commission de Bruxelles, instance dirigeante non élue de l'UE, coordonne les politiques des gouvernements des pays adhérents, dont la France, qui réduisent les budgets de l'Éducation nationale, la santé, la recherche, les transports, etc., et à liquider le patrimoine public national (EDF, GDF, la Poste, Renault, Air France, les aéroports, la Caisse de dépôt et de consignation...). Tout cela est remis en cause, malgré le développement des luttes dans tous les secteurs d'activités, malgré l'engagement de toutes les catégories sociales, du chômeur au chercheur.

Diviser pour mieux trahir...

Ces luttes se déroulent, hélas, de façon sectorielle. Les stratégies mises en place par les grandes centrales syndicales dont la CGT, ne répondent pas aux besoins des travailleurs de fédérer leurs actions pour en faire un mouvement social, large et puissant, capable de remettre en cause le bulldozer gouvernemental et l'euphorie destructrice du MEDEF. Pire encore, quand la pression de la base et des salariés en lutte se fait forte, la direction de la CGT organise des grèves partielles et sectorielles dont les conséquences sont de faire battre chaque profession, et elle reste sourde aux militants les plus combattifs, voire procède à leur exclusion.

Les attentes et les actions parfois dures et désespérées de millions de travailleurs guidés par des militants combattifs et souvent isolés, sont converties en journées de manifestations exutoires, toujours très espacées et souvent les week-ends. Pour mieux canaliser le mécontentement, ces mêmes directions syndicales

imposent par le biais de leurs relais régionaux ou départementaux des mots d'ordre autour du principe de la négociation des réformes, alors que les manifestants, les militants de base et les salariés exigent souvent leur retrait ou leur rejet pur et simple. Le bilan de cette stratégie syndicale est très lourd pour les travailleurs et leurs familles qui devront, hélas, supporter très durement le coût social de la crise actuelle.

S'unir contre la trahison

Aussi, l'analyse des faits, des comportements et des déclarations publiques de tous les dirigeants syndicaux, principalement de Bernard THIBault pour la CGT, sur les grèves et les mobilisations des travailleurs, confirme que leurs attitudes pour le moins logiques, au vu de leurs orientations, encouragent ouvertement le gouvernement à accélérer la mise en place de ses contre-réformes et à s'attaquer à d'autres dossiers importants, comme l'exigent encore les directives de l'UE du Capital.

Ainsi, force est de constater le décalage entre les discours des dirigeants syndicaux de la CGT et la réalité sociale : chômage galopant, précarité, incertitude du lendemain, humiliations, dégradation des conditions de travail, pertes de pouvoir d'achat... et vol du fruit de leur travail par une minorité d'exploiteurs. La lutte tenace mais isolée des centaines de milliers de travailleurs contre la fermeture de leurs entreprises, des électriciens et gaziers, des chercheurs, des enseignants, des étudiants,... nous éclaire sur ce décalage qui n'est ni fortuit, ni une erreur d'analyse, mais le résultat d'une orientation. Il atteste de la trahison des dirigeants actuels, qui s'inscrit à l'encre indélébile sur le livre d'histoire de la CGT et du mouvement ouvrier français et international.

L'URCF réitère son soutien indéfectible aux luttes courageuses des travailleurs, quels que soient leurs secteurs d'activité et les formes qu'ils leur donnent. L'URCF appelle les militants de la CGT, les collectifs de défense et pour la renaissance du syndicalisme de lutte des classes, ainsi que les travailleurs en lutte, à dénoncer et combattre la stratégie d'échec du «*syndicalisme rassemblé*» si chère à Bernard THIBault et à ses équipes. L'URCF les invite à créer les conditions pour unifier leurs efforts, afin de faire obstacle à l'offensive du Capital.